

**Le Conseil des Canadiens  
Perspectives canadiennes  
Automne 2003**

**Victoire à Cancun!**

**Le Conseil célèbre un  
gain stratégique contre  
l'OMC**

# Sommaire

<b>Courrier.....</b>	<b>3</b>
<b>Sur la route, par Maude Barlow.....</b>	<b>4</b>
<b>Pas de mandat, pas de consensus, pas d'entente !, par Tony Clarke.....</b>	<b>7</b>
<b>À la mémoire de Lee Kyung-Hae, par Maude Barlow.....</b>	<b>9</b>
<b>De Kamloops à Cancun, par Tristan Cavers et Jenna Walsh.....</b>	<b>11</b>
<b>Une autre victoire à portée de la main !, par Jean-Yves Lefort.....</b>	<b>13</b>
<b>Rapport annuel 2003.....</b>	<b>16</b>
<b>L'homme de 12 millions, par Murray Dobbin.....</b>	<b>23</b>
<b>La lutte populaire contre la privatisation de l'eau, par Anil Naidoo.....</b>	<b>25</b>
<b>Une semence, un virus et une souris, par Nadège Adam.....</b>	<b>27</b>
<b>Les fermes-usines : l'odeur de la mondialisation, par Cathy Holtslander.....</b>	<b>29</b>
<b>Un don planifié : votre legs au Canada, par Jamian Logue.....</b>	<b>31</b>
<b>Des nouvelles des chapitres, par Marilyn Box.....</b>	<b>33</b>
<b>Carnet d'adresses.....</b>	<b>35</b>

Le Conseil des Canadiens croit que la documentation politique est essentielle pour reprendre le contrôle de nos communautés et de notre pays. Nous vous encourageons à photocopier les articles publiés dans *Perspectives canadiennes* (la plupart tiennent sur une page ou deux). Si vous souhaitez reproduire un article dans vos publications ou si vous désirez distribuer *Perspectives canadiennes* dans votre communauté, prière de nous téléphoner au 1 800 387-7177.

Rédacteur : Brent Patterson  
Directrice de la publication : Janet Shorten  
Graphisme : Kolegram  
Impression : Thistle Printing Ltd.

Les anciens numéros de *Perspectives canadiennes* sont disponibles par l'entremise de notre site web :  
[www.canadians.org](http://www.canadians.org)

*Conseil d'administration 2003-2004*  
Maude Barlow, Leticia Adair, Bob Ages,  
Saul Arbes, Leo Broderick, Tony Clarke,  
Colleen Fuller, Scott Harris, Bonnie James,  
Garry John, Shirley Lord, Wendy Manson,

Garry Neil, Tim Quigley, Marianne Roy,  
Elizabeth Shein, Fred Wilson

*Comité consultatif*  
Doris Anderson, Pierre Berton, Marion Dewar,  
John Gray, Farley Mowat, Eric Peterson,  
Abraham Rotstein, Mel Watkins, Lois Wilson

*Directeur*  
John Urquhart

*Personnel*  
Nadège Adam, Meena Agarwal, Sandra Beauseigle,  
Jacqueline Beckford, Dave Bergeron, Marilyn Box,  
Lyne Brouillette, Guy Caron, Dana Chapeskie,  
Manon Charron, Marilyn Chute, Laura Coletta,  
Sara Ehrhardt, Loretta Gerlach, Angela Giles,  
Dagan Harding, Sharon Ho, Cathy Holtslander,  
Donna James, Jean-Yves Lefort, Jamian Logue,  
Claudia Medina-Culos, Bill Moore-Kilgannon,  
Anil Naidoo, Sandy Ng, Melanie O'Dell,  
Brent Patterson, Patricia Perdue, Laura Sewell,  
Eduardo Sousa, Carl Stewart, Brant Thompson,  
Susan Thompson, Ava Waxman, Cliff White

### **Mot du rédacteur**

***Nous sommes heureux de vous annoncer que notre magazine sera dorénavant publié en couleur et que nous en avons revu les en-têtes, l'allure et le graphisme. Nous travaillons maintenant avec Kolegram, une firme de design graphique bilingue installé à Gatineau, Québec. En outre, nous avons retenu les services d'impression de Thistle Printing Ltd., une compagnie canadienne syndiquée de Toronto, Ontario. Il nous fait aussi plaisir de vous annoncer que Perspectives canadiennes sera désormais disponible en français sur notre site web : [www.canadians.org](http://www.canadians.org). Nous espérons que vous apprécierez ces changements et, comme il y a toujours place à l'amélioration, vos commentaires et suggestions sont toujours les bienvenus.***

***Brent Patterson***

***Rédacteur, Perspectives canadiennes***

**Le courrier des membres**

**Quelle Organisation du commerce ?**

Je ne me souviens pas d'avoir un jour voté pour donner à l'OMC quelque mandat que ce soit pour mener en mon nom nos affaires. Mais ce qui est encore plus navrant, c'est l'indifférence de nos élus à l'égard de notre perte de souveraineté. Le nouvel occupant du Bureau du Premier ministre, Paul Martin, parle de plus en plus « d'alignement du Canada sur les États-Unis ». Le ciel nous en protège. Merci pour votre plus récent numéro de *Perspectives canadiennes* et votre appel à devenir « l'autre superpuissance » (Été 2003). J'espère que votre message sera entendu haut et fort à travers le pays et qu'il suscitera une immense réaction.

**Gerald Weeks, Burnaby, Colombie-Britannique**

**Le temps de la mobilisation**

Après avoir lu d'un bout à l'autre mon exemplaire du numéro de *Perspectives canadiennes* intitulé « De l'eau pour tout le monde » (Printemps 2003), j'éprouve le fort sentiment que si les citoyens ne se mobilisent pas, mes petits-enfants n'auront pas la chance que j'ai eue au cours des 80 dernières années. Prière de m'envoyer des exemplaires de *Perspectives canadiennes* pour que je puisse les distribuer dans ma communauté.

**J.H. Royce, Kleinburg, Ontario**

Si vous souhaitez émettre des commentaires sur le contenu de *Perspectives canadiennes* ou si avez des suggestions pour améliorer la publication, prière d'écrire à :

**Perspectives canadiennes  
Le Conseil des Canadiens  
502-151, rue Slater  
Ottawa (Ontario)  
K1P 5H3  
Courriel : [bpatterson@canadians.org](mailto:bpatterson@canadians.org)**

## Sur la route

*Maude Barlow*

L'été est déjà loin derrière nous et, avec l'automne qui avance à grands pas, nous avons repris nos occupations, fait face aux élections provinciales et nous anticipons les élections fédérales qui se profilent à l'horizon. Comme d'habitude, l'agenda du Conseil est fort chargé.

Nos démarches en faveur d'une nourriture saine sont bien lancées. Nous sommes résolu à empêcher l'introduction de blé transgénique au Canada, une éventualité qui ruinerait les cultivateurs de blé canadiens puisque les consommateurs de partout à travers le monde ont clairement fait savoir qu'ils n'achèteraient pas notre production si celle-ci devait être altérée. Nous tentons également d'obtenir un statut d'intervenant auprès de la Cour Suprême dans la cause qui opposera Monsanto, le géant de la biotechnologie, à Percy Schmeiser, un agriculteur de la Saskatchewan dont les champs ont été contaminés par des semences transgéniques. Dans le même sens, de concert avec des groupes locaux partout au pays, nous avons lancé une nouvelle campagne contre l'agriculture industrielle pour que ces entreprises inhumaines et néfastes pour l'environnement soient soumises à une réglementation. Notre campagne pour une eau propre fonctionne aussi à plein régime et nous sommes maintenant engagés à la fois sur les fronts national et international. Je suis heureuse d'accueillir Sara Ehrhardt et Anil Naidoo au sein de

notre équipe, qui agiront respectivement à titre de responsable de notre Campagne nationale sur l'eau et organisateur de notre projet Planète Bleue. À l'échelle du pays, nous collaborons avec diverses organisations locales à la mise sur pied d'un réseau canadien et nord-américain de lutte à la privatisation des services municipaux d'eau potable et à son exploitation commerciale pour l'embouteillage. Conscients que les provinces pourraient décider de commencer à vendre leur eau potable, faute d'un embargo national sur la question, nous surveillons de près la situation des exportations de cette précieuse ressource.

Sur la scène internationale, nous avons récemment pris part à la formation de Red VIDA, un réseau hémisphérique de surveillance qui reliera tous les groupes qui luttent contre le vol de l'eau dans les Amériques. Au cours des prochains mois, nous nous déplacerons aussi vers Paris, la Bolivie et le Sénégal pour faire progresser là-bas le dossier de l'eau. En janvier, à Delhi, en Inde, aura lieu la première rencontre du *Forum populaire sur l'eau* qui se veut une contre-offensive au *Forum mondial sur l'eau* dirigée par la Banque mondiale.

Dans le dossier de la santé publique, nous suivrons de près, cet automne, les audiences fédérales sur les médicaments d'ordonnance, ce qui inclut la problématique des brevets des multinationales pharmaceutiques et l'impact de ce protectorat sur le

coût des médicaments. Dans le même ordre d'idée, nous avons soulevé la question du système de santé à deux vitesses dans les débats entourant les élections provinciales et nous nous préparons pour les audiences pan-canadiennes sur l'intégration continentale qui auront lieu en 2004.

En septembre, à Cancun, au Mexique, notre campagne pour le commerce équitable a porté fruit avec l'échec de la 5<sup>e</sup> rencontre ministérielle de l'OMC. La rupture des négociations entre les pays riches du Nord, surnommé les pays de la Quadri-latérale (le Canada, les États-Unis, la CEE et le Japon) représente une grande victoire pour tous les Canadiens et la population mondiale. Au départ, la rencontre devait être une « manche de développement » pour les pays les plus pauvres (qui représentent 80% des membres de l'OMC) où seraient enfin débattues des questions longtemps laissées en suspens : la sécurité alimentaire; la protection contre le dumping, sous leur coût de production, des produits alimentaires subventionnés des pays riches sur leurs marchés; l'ouverture des marchés du textile et plusieurs autres questions. Mais le QUAD s'est plutôt présenté à Cancun avec un ambitieux nouvel ordre du jour traitant d'investissements, de politiques de concurrence et d'approvisionnement gouvernemental, des questions qui, en parallèle avec l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC, auraient pour conséquence la

perte de l'autorité des gouvernements des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles et services publics au profit des compagnies transnationales du Nord. Un nouveau front commun puissant de pays en développement s'est levé et, appuyé par un mouvement de solidarité sociale bruyant et bien organisé, a quitté la rencontre pour manifester son indignation.

À Cancun, le Conseil des Canadiens était largement représenté, avec 18 membres du personnel, du conseil d'administration et des différents chapitres. Nous avons étroitement collaboré avec d'autres ONG canadiennes et nos collègues du réseau *Notre monde n'est pas à vendre* pour soutenir la position des délégations du Sud. Nous étions dans les rues lors des manifestations et présents lorsque Lee Kyung-Hae, le dirigeant de la Fédération sud-coréenne des agriculteurs, a escaladé une barricade policière et s'est suicidé pour protester contre les politiques agricoles de l'OMC. Nous étions également présents dans l'enceinte du centre des congrès où se tenait la rencontre de l'OMC pour manifester, participer à des *briefings*, rencontrer les médias et exposer le rôle joué par le Canada dans ces discussions. Le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, a été nommé « ami de la présidence » pour qu'il puisse imposer le « nouvel agenda » aux pays pauvres. Son intransigeance — ou plutôt son arrogance — a

accélére le processus de rupture des discussions.

Au moment où nous nous préparons pour la rencontre ministérielle de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), qui aura lieu à Miami les 20 et 21 novembre, nous savourons cette importante victoire et nous nous souvenons des sacrifices d'un grand nombre de nos concitoyens à la grandeur de la planète dans notre action pour l'obtention d'un monde équitable et humain.

## **Pas de mandat, pas de consensus, pas d'entente !**

*Tony Clarke*

Cancun rejoint Seattle dans la colonne des pertes de l'OMC. La rupture soudaine des discussions, lors de la rencontre ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, marque le second échec en quatre tentatives de l'OMC d'étendre ses visées commerciales globales au nom des entreprises transnationales.

À Cancun, le ministre canadien du Commerce international, Pierre Pettigrew, a été nommé par le directeur général de l'OMC à la présidence du groupe de travail sur les enjeux de Singapour, une nomination qui a soulevée la colère de certains délégués du Tiers Monde. Au cours des précédentes rencontres ministérielles de l'OMC, Pettigrew a acquis une réputation peu enviable dans ses relations avec certains pays en développement qui lui reprochent d'être biaisé, arrogant et agressif. Les délégués se sont plaints du manque de transparence et de l'approche brutale du groupe de travail présidé par Pettigrew à Seattle et à Doha. À titre d'exemple, à Doha, Pettigrew aurait insulté le ministre du Commerce de l'Inde et a fini par crier à la tête des délégués du Pakistan et de l'Inde, les accusant de « bloquer les choses » entourant les enjeux d'accès au marché pour leur production textile.

Il faut dire que Pettigrew ne s'est pas présenté à Cancun avec le mandat d'être « neutre » et «

équitable » en ce qui a trait aux enjeux de Singapour. Le gouvernement canadien avait fermement pris position pour que soit immédiatement entamées des négociations qui conduiraient à la mise en œuvre de nouvelles règles assujettissant les quatre enjeux de Singapour. En outre, comme le révélait la fuite d'une note de service du Cabinet il y a un an, Pettigrew avait le feu vert pour « travailler étroitement avec les pays alliés pour soutenir les pays en développement modérés et isoler les tenants de la ligne dure qui ne partagent pas ces objectifs et veulent mettre un frein à tout progrès... »

Avec à sa tête Pierre Pettigrew, le groupe de travail sur les enjeux de Singapour s'est rencontré les 11 et 12 septembre. Selon un compte-rendu tenu par un des délégués du gouvernement, 52 pays se sont prononcés sur l'opportunité de relancer les négociations. De ce nombre, 21 pays ont enregistré un « non » catégorique alors que 14 ont indiqué qu'ils étaient en faveur d'une nouvelle ronde de négociations touchant les quatre enjeux — les investissements étrangers, la politique de la concurrence, l'approvisionnement gouvernemental et la facilitation du commerce. 14 autres pays ont exprimé une position mitigée, favorisant la reprise des négociations sur deux des quatre enjeux. Enfin, 3 pays se sont retranchés derrière un « peut-être » ou ont demandé davantage de clarifications afin de mesurer l'impact réel de nouvelles négociations.

En définitive, il n'y a pas eu de « consensus explicite » pour mettre en oeuvre des négociations sur les enjeux de Singapour. Mais Pettigrew refuse d'admettre que « non » veut dire « non ». Plutôt que de prendre au sérieux la forte opposition exprimée par plusieurs pays en développement, Pettigrew a préféré fabriquer son propre consensus en dénouant les quatre enjeux de Singapour pour ensuite les présenter dans un nouvel emballage. Le texte ministériel révisé émis le lendemain midi (13 septembre) par le président de la Conférence, le secrétaire mexicain des Affaires étrangères Luis Ernesto Derbez, proposait un plan pour entamer une ronde de négociations étape par étape eu égard aux quatre enjeux de Singapour.

Le « consensus fabriqué » de Pettigrew a mis le feu aux poudres, provoquant la colère de nombreux pays en développement. Lors de la longue rencontre du 13 septembre, au cours de laquelle les dirigeants des délégations ont discuté des réactions suscitées par le texte ministériel révisé, les enjeux de Singapour sont apparus comme le principal bâton de discorde de Cancun. C'est ce constat qui a amené Derbez à convoquer deux rencontres consécutives de la « chambre verte » le 14 septembre, la première comptant 9 ministres contre 30 pour la seconde. Après les deux séances, aucun doute ne subsistait plus quant au fait que les pays en développement opposés au

processus de négociation sur les quatre enjeux de Singapour maintenaient leur position et que rien ne pourrait les faire fléchir. C'est sur note que les travaux du Sommet de l'OMC à Cancun ont été aussitôt ajournés.

On peut raisonnablement penser que l'arrogance et les tactiques de négociations de Pettigrew ont accéléré le processus de rupture des discussions. À son arrivée à Cancun, il savait qu'il n'y avait pas de « consensus explicite » autour des enjeux de Singapour. Utilisant la stratégie de la corde raide pour forcer l'ordre du jour des pays de la Quadrilatérale, il a échoué. Reste à savoir si Paul Martin, qui attachait de l'importance à ses relations de travail avec les pays en développement alors qu'il présidait le G-20 des ministres des Finances, tiendra Pettigrew responsable de cet échec lorsqu'il formera son nouveau Cabinet ?

*Tony Clarke est directeur du Polaris Institute.*

## À la mémoire de Lee Kyung-Hae

*Maude Barlow*

De temps à autre, quelqu'un pose un geste d'éclat qui définit l'instant et dont la portée demeurera à jamais significative. Lors de la 5<sup>e</sup> Rencontre ministérielle de l'OMC, à Cancun, au Mexique, nous avons vécu un tel instant lorsqu'un homme de 56 ans, à la tête d'un mouvement Sud-Coréen d'agriculteurs, a décidé qu'il ne pouvait plus vivre dans un monde aussi injuste et a donné sa vie pour attirer l'attention sur la situation critique que vivent les petits agriculteurs du monde.

Le 10 septembre, journée d'ouverture officielle de la 5<sup>e</sup> Rencontre ministérielle, près de 10 000 *campesinos* — des petits fermiers et paysans sans terre de partout à travers le monde — ont marché du centre-ville jusqu'à une barricade policière, tout près de l'endroit où se tenait la rencontre de l'OMC. Au rythme de la musique, des tambours et de la danse, les marcheurs ont ondulé dans les rues jusqu'à ce qu'ils atteignent le grand carré jouxtant la barricade.

C'est là qu'est l'instant crucial de la semaine. Un homme est sorti du groupe : Lee Kyung-Hae, ancien agriculteur devenu conseiller pour ses semblables en difficulté, époux, père et dirigeant de son mouvement en Corée du Sud.

Lee, qui portait une immense enseigne autour du cou sur laquelle on pouvait lire « L'OMC tue les fermiers », a escaladé la barricade,

s'est tourné vers le lieu de rencontre des délégués de l'OMC et a soulevé son enseigne avant de s'enfoncer un couteau dans le cœur. Les yeux clos, il s'est mis à tanguer pendant quelques longues secondes avant de s'affaïsser sur le sol. Il est mort à l'hôpital quelques heures plus tard sous les yeux de collègues affolés.

Lee Kyung-Hae menait depuis de nombreuses années un combat contre l'OMC. Le dumping des exportations américaines et européennes largement subventionnées ont gravement affecté ses revenus et l'ont conduit à la faillite. Par la suite, il s'est allié à d'autres fermiers qui allaient subir le même sort. Prenant la plume, il a décrit le sentiment d'impuissance qui surgit lorsque « nous réalisons que notre destin n'est plus entre nos mains » et n'a pu mettre un frein « au raz-de-marée qui a détruit les belles communautés que nous habitons depuis plus d'un siècle ». Il a écrit pour faire savoir comment sa terre natale ancestrale avait été pavée et couverte d'énormes immeubles locatifs en ciment et comment la mondialisation avait voué à sa disparition un écosystème crucial. Trop souvent, il a réconforté des « veuves éplorées » dont les maris fermiers s'étaient donné la mort par empoisonnement après avoir perdu la ferme familiale. « Si vous étiez à ma place, comment vous sentiriez-vous ? », écrivait-il à l'époque.

Plus tôt cette année, M. Lee a campé pendant plusieurs mois devant les

quartiers généraux de l'OMC, à Genève, pour attirer l'attention des décideurs qui y travaillent sur le sort des petits agriculteurs. Avec toute la passion dont il était capable, il leur a demandé : « Qui veillera à préserver notre vitalité rurale, les traditions, les aménagements et l'environnement de nos communautés ? Je mets en garde tous les citoyens sur le grand danger qu'encourent les êtres humains, puisque les entreprises multinationales — qui ne sont soumises à aucun contrôle — et quelques membres-clé de l'OMC procèdent à une mondialisation indésirable, une mondialisation inhumaine, dommageable pour l'environnement, meurtrière pour les fermiers et antidémocratique. »

À l'exception du Canada, où l'événement a passé sous silence, le suicide de M. Lee a retenu l'attention des médias de la planète. Il avait soigneusement choisi la journée d'ouverture des discussions, largement couverte par les médias, pour que le monde entier sache que les négociateurs de l'OMC ne discutent pas de manœuvres techniques sans intérêt pour le grand public, mais plutôt d'enjeux réels de vie et de mort pour des millions de personnes du globe. Pendant plusieurs jours, le site de sa mort s'est transformé en lieu de pèlerinage, drapé de bannières aux messages non-équivoques, couvert de fleurs et d'hommages personnels.

À petite échelle, j'ai eu la chance de poser un geste concret pour Lee Kyung-Hae et sa cause et j'en suis

reconnaissante. Le matin de mon départ de Cancun, j'ai partagé un taxi pour l'aéroport avec la militante et universitaire Néo-Zélandaise Jane Kelsey. Notre course nous a conduit tout près du triste lieu et nous avons demandé à notre chauffeur de ralentir pour que nous puissions y jeter un dernier coup d'œil. À notre grand désarroi, une équipe de travail en achevait le démantèlement, jetant les hommages, les fleurs, les poèmes, les chandelles et les photos de M. Lee dans de grandes poubelles. Jane et moi sommes descendues en trombe du taxi et, avec l'aide de notre très gentil chauffeur et la tolérance des travailleurs, nous avons réussi à sauver les bannières pour qu'elles puissent être remises à la famille ou retournées au Mexique. La bannière en ma possession disait, en espagnol : « M. Lee — Vous n'êtes pas mort en vain. » Reposez en paix, M. Lee. Nous poursuivrons votre lutte.

***Maude Barlow est présidente nationale du Conseil des Canadiens.***

## **De Kamloops à Cancun**

*Tristan Cavers et Jenna Walsh*

Ça a été une semaine fort occupée, à Cancun, au Mexique — une nouvelle expérience enrichissante grâce à l'engagement des Canadiens et des citoyens du monde entier en faveur de changements sociaux. Nous avons plongé tête première dans un immense groupe constitué de quelques-uns de protestataires les plus actifs et les plus dévoués de la lutte contre l'OMC, des gens qui s'étaient préparés — certains depuis plus d'un an — à se tenir debout à Cancun pour faire valoir leur point de vue, le crier sur tous les toits ou le peindre sur une bannière. À la suite de la dernière rencontre de l'OMC, à Doha, où la liberté politique était inexistante et, par conséquent, la dissidence contenue, les gens étaient impatients d'y aller.

Dès notre arrivé au Mexique, nous avons eu la surprise de nous retrouver dans une navette en compagnie d'autres protestataires, ce qui a contribué à créer un climat de confiance et d'excitation pour la suite des choses. En passant le long de la zone hôtelière, nous avons été stupéfaits et consternés de constater la disparité qui existe entre ce quartier opulent, où se pavanent les touristes joyeux des pays riches, et l'existence du travailleur mexicain moyen.

Lundi : Nous avons rencontré notre équipe, les grands pionniers, les leaders de pointe de l'activisme canadien, le groupe des 18 — ou, comme l'exprime si bien Maude,

notre famille —, les représentants du Conseil des Canadiens. Comme nous sommes respectivement âgés de 19 et 22 ans, est-il besoin de dire que nous nous sentions bien jeunes ?

Mardi : Le séminaire organisé par le Forum international sur la mondialisation était formidable. De brillants conférenciers de partout à travers le monde se sont succédés au micro. Malheureusement, le taux de participation à l'événement était faible, puisque les médias mexicains avaient annoncé l'annulation du forum — pour faire dérailler le processus — et qu'on avait interdit la circulation des autobus, ce matin-là. Les participants qui ont pu s'y rendre ont toutefois pu assister à un événement qui élève l'esprit : la remise des prix « Imagine That ». Semblable aux « Academy Awards », ces prix récompensent les pires entreprises. Dans la catégorie « agriculture », Monsanto a remporté le prix « Gobbling the World » (« Engloutissons le Monde »).

Mercredi : Une immense marche de paysans et d'agriculteurs s'est mise en branle, avec une étonnante participation évaluée à 20 000 personnes. Appareils photo en mains, nous nous tenions devant la barricade, avides de garder la paix et de décourager toute violence. Malheureusement, c'est ce jour-là que M. Lee s'est enlevé la vie pour faire avancer la lutte contre l'OMC. La barricade a été pratiquement complètement démantelée mais, à notre grand soulagement, la police

n'a pas perdu son calme ni lancé de représailles.

Jeudi : Pour saluer la mémoire de M. Lee, nous avons tenu une vigile ponctuée de discours. Une journée de réflexion sur les raisons de notre présence en ces lieux et de prise de conscience de la douleur causée par l'OMC. M. Lee a incarné cette douleur de façon exemplaire. La vigile a eu lieu sous un ciel noir et les coups de tonnerre. Ce soir-là, les pieds dans l'eau jusqu'aux chevilles, nous avons marché en direction de la clôture pour faire contrepoids, par le biais de la musique et des chants qui résonnaient dans la nuit, à l'insensibilité de la barricade.

Vendredi : Le calme avant la tempête. Nous nous sommes regroupés, nous avons discuté de nos préoccupations en prévision des activités du lendemain et nous avons rechargé nos piles (y compris celles de nos appareils photo).

Samedi : En cette Journée internationale de protestation, nous avons marché vers une clôture solidement renforcée. Nous avons préparé des stratégies pour démanteler la clôture, le symbole de l'OMC et, conséquemment, de la répression de nos libertés. Notre action a été couronnée de succès. Se tenant par les bras, les hommes ont formé un grand cercle, laissant ainsi aux femmes l'espace nécessaire pour couper les maillons de la chaîne (étant donné que la police percevait les femmes comme moins menaçantes). Par la suite, les

Coréens, à la tête de centaines de personnes, ont tiré sur trois cordes, faisant ainsi tomber la clôture en un amas de tôle. Nous avons dès lors une section de liberté, mais plutôt que de nous déplacer pour affronter la police, nous nous sommes repliés en un imposant sit-in. Après de nombreux discours, nous sommes tous rentrés à la maison remplis de la fierté d'avoir entrepris une action non-violente !

Dimanche : Nous sommes rentrés à la maison, notre carnet de bonnes adresses du monde entier bien rempli et avec une inspiration renouvelée, sachant qu'il existe ailleurs tant d'autres personnes comme nous, qui se tiennent debout devant l'injustice.

Nous souhaiterions remercier Le Conseil des Canadiens, à la fois les gens du bureau chef et ceux de notre chapitre local de Kamloops. Merci également au Kamloops District and Labour Council et à nos supporters. Enfin, un merci bien senti à Michael Crawford, membre de notre chapitre, qui nous a donné l'impulsion nécessaire pour faire ce voyage.

*Tristan Cavers et Jenna Walsh sont membres du Chapitre de Kamloops et du Conseil des Canadiens.*

## **Une autre victoire à portée de la main !**

*Jean-Yves Lefort*

Comme plusieurs l'ont noté, l'échec de la rencontre ministérielle de l'OMC à Cancun constitue un important moment historique. Cela marque le début d'une nouvelle résistance du Tiers-Monde aux manières brutales des pays de la Quadri-latérale, qui mène l'OMC et sont représentés par les États-Unis, le Canada, la CEE et le Japon.

Cancun nous a démontré que les nations en émergence étaient en mesure de s'opposer aux vieilles puissances et de remporter la partie. Et que la société civile, dans sa lutte contre le néo-libéralisme, pouvait trouver des alliés au sein de certains gouvernements qui partagent les mêmes idées et faire une véritable différence. Tout compte fait, il s'agit d'une victoire significative pour tous ceux qui refusent que les règles du commerce soient dictées par les seuls intérêts corporatistes.

À la suite de l'échec de Cancun, nombreux sont ceux qui se demandaient si les riches et les puissants de ce monde retiendraient une leçon du fiasco qu'ils ont créé. Les optimistes espèrent peut-être qu'une fois le choc initial passé, les pays riches feront un mea culpa et adouciront leur attitude en ce qui a trait au commerce multilatéral.

Cependant, si l'on se fie aux récentes discussions en prévision de la rencontre ministérielle de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA)

qui aura lieu à Miami, les optimistes risquent d'être déçus. Mais en seront-ils surpris ?

Les États-Unis, encouragés par leur lobby commercial, ont décidé que s'ils ne pouvaient obtenir ce qu'ils voulaient par le biais de l'OMC, ils se frayeraient un chemin grâce aux forums bilatéraux et régionaux. Leur stratégie a fait en sorte que certains enjeux de la ZLÉA se sont retrouvés dans une impasse. Aussi ne faut-il pas se surprendre que plusieurs de ces enjeux soient les mêmes que ceux qui ont conduit à la rupture des discussions de l'OMC à Cancun. Certains pays, le Brésil en tête, souhaiteraient simplifier les négociations de la ZLÉA en rayant de l'ordre du jour des enjeux controversés tels que les services, les investissements et les approvisionnements gouvernementaux. De cette façon, les pays pourraient concentrer leurs efforts sur des problèmes depuis longtemps en suspens — l'agriculture, par exemple. De l'autre côté, les États-Unis veulent un ordre du jour « ambitieux » incluant tous les enjeux, sauf la question de l'agriculture, qui serait renvoyée à l'OMC où la plupart des discussions sont au point mort. L'attitude des États-Unis s'explique par le fait que le statu quo sur l'agriculture leur profite et qu'ils souhaitent que les choses restent ainsi. Avec pour conséquence que leur industrie agricole, largement subventionnée, continue de faire du dumping alimentaire sur les marchés des pays en voie de développement et

condamne à la faillite des millions d'agriculteurs du Tiers-Monde.

Autre point litigieux dans les négociations de la ZLÉA : l'introduction d'une sorte de Chapitre 11 de l'ALÉNA qui prévoit un mécanisme de résolution de conflit en faveur des investisseurs et, donc, au détriment des pays. Ainsi, l'ALÉNA a permis à de grandes entreprises d'intenter des poursuites contre des pays dont les gouvernements avaient promulgué des lois ou des règlements qui affectaient leurs profits. D'un point de vue corporatif, les interventions gouvernementales visant à protéger la santé publique, l'éducation ou les services essentiels sont, bien sûr, inconcevables. En termes simples, les entreprises disent que « rien ne devrait gêner le droit transnational de réussir un bon coup ».

Sachant que le fameux Chapitre 11 a obligé le Canada à protéger sa souveraineté à maintes reprises contre les intérêts corporatistes qui la défiaient, on s'attendrait à ce que notre gouvernement soit opposé à ce genre de disposition dans les négociations de la ZLÉA. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Malgré le fait qu'il ait dû offrir une compensation financière et abroger sa législation interdisant un additif de carburant toxique, malgré les tentatives des compagnies américaines pour nous engager de force dans l'exportation massive d'eau et le démantèlement de notre service postal, notre gouvernement continue d'appuyer la mise en place

de cette disposition au sein de la ZLÉA.

La Rencontre ministérielle de la ZLÉA a lieu les 20 et 21 novembre. Ce qui veut dire que la signature des accords de la ZLÉA prévue pour la fin de 2004 pourrait être retardée de plusieurs années. Les raisons sont semblables à celles qui ont mené à l'échec de Cancun : Les États-Unis et le Canada veulent forcer leur ordre du jour sans égards aux intérêts des pays en développement; les États-Unis refusent de discuter des enjeux et impacts de leurs politiques de subventions à l'égard de leur industrie agricole; le Canada se fait le principal porte-parole dans l'établissement de règles protégeant les entreprises états-uniennes et canadiennes au détriment d'une politique de développement économique sensée; et le « duo dynamique » du Nord fait pression pour la protection des brevets (d'une durée de 25 ans !) qui permettra aux compagnies pharmaceutiques d'encaisser des milliards de dollars alors même que des millions de malades n'auront pas accès à des médicaments essentiels. Manifestement, nos « dirigeants » n'ont pas retenu la leçon de Cancun.

Il appartient maintenant aux citoyens engagés de prolonger l'effet de Cancun dans l'atteinte d'un objectif précis : remporter une autre victoire sur une autre mauvaise entente commerciale. Pour réussir, nous devons nous faire entendre au cours de cette rencontre et maintenir notre opposition tout au long de

cette prochaine année critique des négociations de la ZLÉA.

Le Conseil des Canadiens sera présent à Miami pour continuer à exercer de la pression sur le Ministre du commerce international Pierre Pettigrew et lui rappeler qu'il n'a toujours pas de « mandat » pour imposer aux autres les erreurs de l'ALÉNA.

***Jean-Yves Lefort est responsable de la Campagne sur le commerce pour Le Conseil des Canadiens.***

## **Rapport annuel 2003-12-07**

### **Rapport de la présidente nationale**

L'année qui se termine nous a tenus occupés tout en nous exaltant. Pour le Conseil, ce fut une année remplie de défis et d'accomplissements.

Nous avons accompli des pas de géants dans nos démarches visant à donner vie au commerce équitable, à la nourriture saine, à l'eau propre et à la santé publique. Sur la scène internationale, nous avons remporté des gains stratégiques lors de la Rencontre ministérielle de l'OMC à Cancun et lors du Forum mondial sur l'eau, à Kyoto, où nous avons pu faire dérailler les agendas corporatistes en jeu et travaillé avec les pays en développement pour mettre de l'avant les demandes qui touchent la justice globale. Au Canada, nos chapitres sont pleins de ressources, innovent constamment dans leur travail tout en étant très présents dans les cercles de militants et les plus grandes communautés à travers le pays. Notre personnel qualifié, nos nouveaux postes et les bases solides construites par notre conseil d'administration, nous sommes en meilleure posture que jamais pour avoir un impact important au cours de la prochaine année. Nous avons remporté des victoires stratégiques et notre organisation est en bonne santé, mais nous savons aussi que le pouvoir corporatif est tenace et ne peut être vaincu que par une pression constante. Nous avons parcouru un grand bout de chemin,

mais nous n'en avons pas encore vu la fin. Ensemble, nous pouvons relever ce défi. J'ai hâte de nous voir à l'œuvre en 2004.

*Maude Barlow*

### **Rapport du directeur**

Parfois, lorsque l'on déclare son soutien à une cause progressiste, cela peut sembler sans espoir. Ici, ce n'est pas le cas.

Au cours des deux dernières années, le soulèvement non pas d'un seul mais de deux mouvements globaux de citoyens pour protéger la sécurité de la nourriture du peuple du contrôle corporatif et mettre un frein à leur main mise sur les réserves mondiales d'eau fraîche a mené à un changement profond des politiques canadiennes et internationales. Ces événements, ajoutés à l'échec récent des discussions de l'OMC à Cancun — où les pays en développement et les militants du monde entier ont enfin trouvé la force des nombres — donnent aux citoyens de partout le coup de fouet dont ils avaient besoin.

Plus tôt cette année, les administrateurs du Conseil ont tenu une rencontre pour clarifier la vision du Conseil et travaillé dans les quatre grandes zones de programmes qui ont été, ces dernières années, les pierres d'assises du succès de nos campagnes et de nos talents d'organiseurs : le commerce équitable, l'eau propre, la nourriture saine et la santé publique (voir rapports ci-joints). Grâce aux

extraordinaires efforts de nos membres, des militants des chapitres, des employés et du conseil d'administration, et à nos collaborations avec d'autres organisations canadiennes et internationales, nous mettons de l'avant des alternatives et construisons une dynamique qui profiteront aux changements progressifs entamés il y a quelques années.

Parce que ce travail est de plus en plus international tout aussi bien que de portée nationale, le Conseil s'est adjoint les services de deux nouveaux militants pour faire progresser notre campagne nationale sur l'eau et intensifier la lutte aux fermes-usines. Nous procédons aussi à la mise en place d'un nouvel effort majeur pour lutter contre la pression croissante des États-Unis et l'intégration continentale. Et nous avons repris nos efforts pour nous associer à des fondations progressistes qui partagent notre vision et qui serait prêtes à contribuer à ce travail international crucial et en plein essor.

Comme toujours, toutefois, c'est votre soutien généreux et celui que continue de nous prodiguer les autres membres engagés du Conseil qui nous permet de bâtir une organisation solide, reposant sur des campagnes et un mouvement près de sa base militante. Sans votre aide, il nous serait impossible de travailler à construire un meilleur pays et un meilleur monde.

**John Urquhart**

## **Le commerce équitable**

« Si nous jugeons la légitimité de notre système économique à la qualité de vie allouée à la majorité et non pas à la liberté octroyée à la minorité, l'économie mondiale est en très mauvais état. Le but véritable de l'OMC et de la ZLÉA est de réduire de façon spectaculaire, sinon de détruire totalement la capacité de tout gouvernement de légiférer au nom de ses citoyens et de compléter la transformation de l'État-nation pour l'asservir au profit de ses maîtres corporatistes. »

Avant la tenue des rencontres ministérielles de l'OMC à Cancun et de la ZLÉA à Miami, le Conseil a organisé une tournée de conférences intitulée « Tisser les liens » qui a mené Maude Barlow et Tony Clarke dans 14 villes. Il s'agissait d'une occasion en or pour informer les Canadiens des dangers que représentent ces ententes. Pour les appuyer dans ce travail, le Conseil a produit un dépliant intitulé « Tisser les liens », maintenant disponible en anglais, français, espagnol et portugais.

En plus d'accueillir les forums publics de cette tournée, les chapitres ont organisé une vaste gamme d'activités pour clamer leur opposition aux rencontres de l'OMC et de la ZLÉA. Des forums publics, des carnivals, des discussions dans des cafés, des manifestations, des marches, des lettres à l'éditeur et des articles dans les journaux ne sont que quelques-unes des

manières par lesquelles les chapitres ont affirmé leur conviction eu égard au fait que le gouvernement canadien n'avait pas de « mandat » pour aller de l'avant dans des discussions sur le commerce qui ignorerait les besoins des pays en développement, qui risqueraient d'entraîner la privatisation des services publics, d'empêcher l'accès des malades aux médicaments essentiels et envisageraient l'eau comme une simple commodité.

Lors des rencontres de Cancun et de Miami, le Conseil a joué un rôle-clé dans les tentatives pour faire dérailler le processus. Les militants du Conseil ont planifié une stratégie avec nos partenaires internationaux, ont parlé aux médias de partout sur la planète, ont manifesté jusque dans l'enceinte où se tenait la session d'ouverture de l'OMC, et étaient là lorsque les discussions ont été rompues. Lors de ces réunions, le Conseil a fait entendre son message-clé : « un monde meilleur est possible » et les droits des entreprises ne peuvent l'emporter sur les droits de l'homme. Au cours des prochains mois, le Conseil poursuivra son travail d'opposition à l'OMC et à la ZLÉA, soulèvera les dangers inhérents à l'ALÉNA (en particulier la clause « investisseur-état » du chapitre 11), et veillera à exprimer clairement sa vision globale du commerce équitable.

### **La nourriture saine**

« Il n'existe pas de meilleur exemple de cupidité et de cruauté que l'action

qui vise à modifier génétiquement le système alimentaire et à faire passer le rôle de l'agriculture de la production de nourriture pour le peuple à la production de profits pour les entreprises alimentaires et pharmaceutiques. La collusion entre les pouvoirs corporatistes et gouvernementaux, qui fait la promotion d'une nouvelle technologie qui n'a pas fait ses preuves, amène les citoyens ordinaires à réclamer le droit à la nourriture saine et à ne plus croire les autorités qui leur disent que tout est sous contrôle. »

Pour conscientiser l'opinion publique sur l'approbation potentielle, par le gouvernement fédéral, du blé transgénique sur le territoire canadien, le Conseil a entrepris une tournée de conférences intitulée « Semer les graines du doute » qui l'a mené dans 11 villes. De concert avec des organisations alliées préoccupées par la question, le Conseil a discuté avec des agriculteurs des communautés rurales et des consommateurs des centres urbains des dangers que pourrait occasionner le blé transgénique pour notre santé et nos marchés agricoles.

Les chapitres du Conseil ont été actifs dans la campagne sur la nourriture saine. Ils ont continué de faire pression pour obtenir l'étiquetage obligatoire de la nourriture transgénique (une pratique en usage dans 40 pays à travers le monde), participé à la mise sur pied de la nouvelle coalition

« Au-delà de l'agriculture industrielle », ont été les principaux artisans de la tournée « Semer les graines du doute » et ont même posté des tranches de pain aux membres du Parlement pour réclamer que l'on protège notre blé des altérations génétiques. Le Conseil a également pris le leadership d'une cause légale qui sera entendue par la Cour Suprême du Canada. L'immense entreprise agrochimique Monsanto a poursuivi avec succès l'agriculteur saskatchewanais Percy Schmeiser pour « violation de brevet » lorsque leurs semences ont été retrouvées en train de pousser (et de contaminer) ses champs. La Cour Suprême devra décider si un agriculteur est légalement responsable de la violation d'un brevet appartenant à une entreprise lorsque, transportés par le vent et les insectes, des semences transgéniques prennent racine sur ses terres.

Les objectifs principaux de la campagne demeurent l'analyse des impacts à long terme des OGM sur la santé et l'environnement, leur étiquetage obligatoire, la protection de notre blé, l'obtention d'un moratoire sur l'expansion des exploitations d'élevage intensif et l'assurance que cesse l'octroi de brevets commerciaux sur toute forme de vie (semences, plantes et gènes).

## **L'eau propre**

« Il faut décréter que l'accès à l'eau est un droit humain fondamental. Cela peut sembler élémentaire, mais les entreprises qui exploitent cette ressource essaient de la faire déclarer comme simple besoin humain. Il ne s'agit pas ici de sémantique. Si l'eau est un besoin humain, elle peut être commercialisée par le secteur privé. On ne peut pas vendre un droit humain. Si l'eau est privatisée et soumise aux règles des marchés, seuls ceux qui en auront les moyens financiers y auront accès. Les entreprises n'ont pas le droit de déposséder les citoyens de leurs inaliénables droits humains. »

Avant la tenue, à Kyoto, de la Journée mondiale de l'eau et du Forum mondial sur l'eau, le Conseil a produit du matériel pour aider les Canadiens à comprendre les dangers posés par les entreprises à l'eau du Canada et partout dans le monde. Misant sur le succès de la première conférence internationale de la société civile sur l'eau organisée par le Conseil à Vancouver il y a deux ans, nous avons produit des dépliants et des feuillets d'information et maintenu un site web multilingue sur le Projet Planète Bleue.

Les chapitres de tout le pays se sont réunis pour célébrer la Journée mondiale de l'eau et défendre cette ressource à la fois comme un droit humain et comme une partie du bien commun. Ils ont proposé des actions

créatives, parlé aux membres du Parlement, distribué des dépliants d'information au public et tenu des forums publics. Plusieurs chapitres ont aussi été actifs dans leurs communautés notamment en ce qui a trait aux enjeux du prélèvement de l'eau et de l'embouteillage, envoyant télécopies et cartes postales pour mettre un frein au retrait massif de l'eau de la rivière Tay, en Ontario.

Le Conseil a remporté une importante victoire lors du Forum mondial sur l'eau, à Kyoto, au Japon. La rencontre, organisée par des intérêts corporatistes devait déboucher sur un accord autour de la privatisation globale de l'eau. Mais la présence indéfectible et les conseils avisés des militants de notre organisation a fait en sorte que les délégués se sont constamment fait répéter ce qui arrive lorsque l'eau est privatisée et que les gens sont privés de leurs droits humains fondamentaux. Le Conseil a attiré l'attention des médias internationaux et s'est organisé pour semer la division au sein de la conférence, ce qui a eu pour effet de porter un dur coup à la question de la privatisation. Dans l'avenir, les efforts de la campagne sur l'eau du Conseil se traduiront par une présence renouvelée au sein des comités locaux de surveillance de l'eau, la mise sur pied d'événements encore plus importants pour souligner la Journée mondiale de l'eau, une forte prise de parole lors du prochain Forum mondial sur l'eau, et une association avec nos alliés internationaux pour préparer une

stratégie en vue du Forum populaire sur l'eau qui aura lieu en Inde.

### **La santé publique**

« Le Canada a adopté tous les aspects les plus veules de la mondialisation et les valeurs des soins de santé publique ne peuvent coexister avec celles, bassement destructrices, de l'économie globale. Comment la population peut-elle, dans ce cas, retrouver son régime universel de soins de santé ? En se le réappropriant. En revenant aux valeurs qui l'ont vu naître. En ayant le courage de se tenir debout face au gouvernement et aux entreprises et à leur ordre du jour qui prône la privatisation, la déréglementation et le libre-échange. »

Avant le rapport de la Commission Romanow sur l'avenir des soins de santé au Canada, le Conseil a organisé une tournée de conférence intitulée « Le profit n'est pas le remède » qui l'a mené dans 15 villes. Cette tournée a rejoint des milliers de Canadiens et les a ralliés à la défense des soins de santé publique du pays. Pour appuyer ce travail, un dépliant et un livre tous deux intitulés « Le profit n'est pas le remède » ont été produits, de même que des feuillets d'information, des brochures et des cartes postales. Les militants du Conseil ont même rencontré Roy Romanow pour lui réitérer que le système de santé doit être adéquatement financé, qu'il devrait élargi pour inclure les régimes d'assurance-médicament et de soins à domicile et qu'il doit être

protégé contre les ententes commerciales internationales.

Partout où la Commission Romanow a tenu des audiences, des militants des chapitres étaient présents en grand nombre pour partager leurs doléances avec le public, parler aux médias et participer à d'immenses rassemblements. En plus d'accueillir le forum « Le profit n'est pas le remède », les chapitres ont tenu des rencontres publiques, coordonné des campagnes d'envoi de cartes postales, publié des lettres et des articles dans les journaux locaux et se sont associés aux coalitions provinciales pour intensifier les efforts de sauvegarde du régime d'assurance-maladie. Pour répondre à l'inaction des premiers ministres fédéral et provinciaux suite aux importantes recommandations de la Commission Romanow, le Conseil a tenu à Ottawa une conférence intitulée « Ordonnance de changement » qui a attiré plus d'un millier de citoyens et de militants de partout au pays. Maude Barlow, Shirley Douglas et quelques autres se sont adressés aux participants et ont réitéré la nécessité de maintenir la pression en faveur du renouvellement du régime d'assurance-maladie canadien.

Au cours des prochains mois, nos chapitres se présenteront devant le Comité fédéral permanent sur la santé pour faire valoir l'importance de la mise sur pied d'un régime canadien d'assurance-médicament qui rendrait les médicaments d'ordonnance plus accessibles aux

malades, limiterait les profits scandaleux des entreprises pharmaceutiques — ce qui freinerait l'augmentation des coûts du régime d'assurance-maladie. Le Conseil continuera également de se faire entendre sur l'entente de l'OMC et veillera à ce que l'appétit des grandes entreprises pour le profit ne mettent plus en danger de mort ceux qui, à travers le monde, n'ont pas accès à des médicaments essentiels.

## Ressources

Le Conseil est fier d'être totalement indépendant du gouvernement et des grandes entreprises et ne sollicite aucun appui financier auprès de ses sources. Nous comptons sur le soutien de milliers d'individus qui contribuent à notre budget par le biais de frais d'adhésion et de dons. Nous avons encore une fois connu une année remarquable et reçu tout près de 5 millions de dollars de nos loyaux membres.

Nous vous proposons ci-dessous un résumé de nos états financiers qui présentent nos sources de revenus et la façon dont nous dépensons nos fonds. Nous avons utilisé nos revenus pour financer les activités liées à nos campagnes en cours, soutenir les chapitres locaux, produire du matériel éducatif (incluant notre site web) pour informer nos membres, organiser des conférences et tenir les rencontres du conseil d'administration et notre assemblée générale annuelle. Merci ! Le généreux appui de nos membres nous a permis de poursuivre notre travail et nous les en remercions.

### Bilan des Revenus et Dépenses pour l'année se terminant le 31 août 2003

<b>Revenus</b>	<b>31 août 2003</b>	<b>31 août 2002</b>
Frais d'adhésion et dons	4 937 866 \$	4 552 741 \$
Programme de financement	300 504 \$	340 319 \$
Intérêt	34 815 \$	19 959 \$
Autres contributions et ventes de produits	10 882 \$	18 067 \$
<b>Total</b>	<b>5 284 067 \$</b>	<b>4 931 086 \$</b>
<b>Dépenses</b>		
Financement des chapitres	579 677 \$	599 097 \$
Campagnes et communications	1 089 934 \$	1 195 750 \$
Développements	2 249 282 \$	1 815 689 \$
Rencontres et conférences	39 695 \$	43 039 \$
Bulletins	198 731 \$	179 715 \$
Administration et soutien de programmes	964 464 \$	986 156 \$
<b>Total</b>	<b>5 121 783 \$</b>	<b>4 819 446 \$</b>
<b>Surplus</b>	<b>162 284 \$</b>	<b>111 640 \$</b>

*Une copie des états financiers détaillés pour l'année se terminant le 31 août 2003, vérifiés par la firme comptable Ouseley Hanvey Clipsham Deep LLP, est disponible sur demande auprès du Conseil.*

## **L'homme de 12 millions**

*Murray Dobbin*

Difficile de croire que Paul Martin, notre prochain Premier ministre, a en fait causé plus de dommages à notre pays que Brian Mulroney. Néanmoins, l'homme qui a « ralenti le dragon du déficit » est plus fier d'un autre de ses accomplissements.

Lors du dépôt de son fameux budget de 1995, Martin affirmait que son budget revoyait le rôle et la structure mêmes du gouvernement : « nous croyons que le principal accomplissement de ce budget est la redéfinition du gouvernement même. »

Tout a été dit sur l'attachement de Paul Martin à l'héritage des programmes sociaux légués par son père. Mais rien de tout cela n'a transpiré de son discours de 1995. Il n'y a eu ni excuses pour les compressions budgétaires à venir (50 000 Canadiens allaient perdre leur emploi), ni mention de la douleur qu'il causerait, ni expression de regrets. Martin a préféré se vanter : « Toutes proportions gardées, nous dépenserons moins en 1996-1997 qu'en 1951. »

La tragédie des compressions de Paul Martin réside dans le fait qu'elles n'étaient pas nécessaires. En 1993-1994, la croissance économique du pays était à son plus haut niveau en 5 ans, à 5,5 %, et le déficit allait sombrer dans l'oubli. En agissant de la sorte, Martin a amputé l'économie canadienne de milliards de dollars et fait chuter le taux de

croissance à moins de 2 %. La Banque du Canada a été contrainte d'abaisser les taux d'intérêts pour éviter une récession et l'économie s'est remise à croître; les revenus d'impôts ont augmenté, les coûts du système de bien-être social ont fondus et, soudainement, Paul Martin s'est retrouvé avec des surplus.

Alors qu'il était dans l'opposition, Paul Martin avait déclaré : « L'administration [Mulroney] soutient qu'elle a les mains liées par le déficit. C'est de la foutaise. Le déficit est un problème... mais la solution n'est pas de mettre la hache dans notre filet de sécurité sociale. » Si Martin avait tout simplement commencé par abaisser les taux d'intérêts, il serait arrivé au même résultat une année plus tard, sans avoir à réduire d'un cent le budget de l'assurance-maladie ou de l'éducation. Six mois après avoir accédé au ministère des Finances, Paul Martin a plutôt choisi de procéder aux plus importantes compressions des programmes sociaux de l'histoire du Canada. Il a aussi éliminé les deux programmes fédéraux qui faisaient le plus pour redistribuer des sommes d'argent au bien-être social, à l'assurance-maladie et à l'éducation post-secondaire, mettant en marche arrière le travail de deux générations de leadership libéral en ce qui a trait à la mise en œuvre de programmes sociaux et la construction d'une nation. Alors qu'il avait l'occasion de rétablir le financement des programmes sociaux, il a préféré diminuer les impôts de 100 milliards

de dollars. Il faut noter que 77 % des réductions d'impôts du particulier sont allées au 8% des Canadiens les plus riches. Mais le pire est peut-être encore à venir, de la part du futur « chef de la direction » du Canada. La prochaine initiative d'importance de Bay Street, appelée « intégration profonde », qui se veut un énorme plan économique, social et politique, propose ni plus ni moins que l'assimilation du Canada par les États-Unis. Le Conseil canadien des chefs d'entreprise (anciennement le Business Council on National Issues) demande la disparition virtuelle de la frontière en échange de quoi nous garantirions aux États-Unis l'accès à nos ressources énergétiques et à notre eau. Nous recevrons des cartes d'identité nord-américaines et plusieurs importantes politiques publiques ne seraient plus élaborées par le parlement mais par des comités conjoints Canada-États-Unis.

Paul Martin empruntera-t-il cette voie ? Il a dit à plusieurs reprises qu'il souhaitait un rapprochement dans les relations canado-américaines. Une source de l'intérieur a affirmé qu'il a déjà mandaté son bon ami Brian Mulroney pour jouer le rôle d'ambassadeur informel auprès du régime Bush. Martin a également donné son aval au second programme de la Guerre des Étoiles, dont les analystes disent qu'il constituera la première phase de militarisation de l'espace, et promis une augmentation des dépenses

militaires, deux points à l'ordre du jour du plan d'intégration profonde.

En 1994, le Business Council on National Issues a présenté à Paul Martin une liste de dix demandes. En cinq ans, Martin les a toutes satisfaites. Tout nous porte à croire qu'il continuera en ce sens. Après tout, les grandes entreprises ont versé près de 12 millions de dollars à sa course à la direction du Parti. Elles attendront le retour de l'ascenseur.

*Le nouveau livre de Murray Dobbin, Paul Martin : CEO for Canada ?, est disponible dans les librairies canadiennes.*

*Murray Dobbin est auteur et membre du chapitre de Vancouver du Conseil des Canadiens.*

## **La lutte populaire contre la privatisation de l'eau**

*Anil Naidoo*

Lors de la rencontre ministérielle de l'OMC, à Cancun, les pays du Sud ont opposé résistance à ceux du Nord. Nous pouvons y voir un signe que notre action visant à contrer la mondialisation de l'économie a porté des fruits.

Autre signe encourageant : la prodigieuse lancée sur laquelle vogue le mouvement mondial depuis notre victoire à Kyoto, lors du Troisième Forum mondial sur l'eau, où nous avons réussi à protéger le droit fondamental d'accès à l'eau de la population et de la nature.

Ces dernières années, nous avons vu les grands seigneurs commerciaux de l'eau se faire chasser de villes nord-américaines telles qu'Atlanta, la Nouvelle-Orléans, Vancouver et Toronto. Dans certaines villes, des entreprises ont décroché des contrats de services qu'ils n'ont pas été en mesure d'honorer alors qu'ailleurs, les tentatives de privatisation ont soulevé un tollé général qui les a tuées dans l'œuf. Quoi qu'il en soit, la privatisation de l'eau est bel et bien en déroute.

À Hamilton, pourtant souvent citée en exemple pour les réussites de ses partenariats des secteurs public et privé, les services d'approvisionnement en eau ont vu cinq différentes entreprises se succéder en à peine dix ans, dont la plus récente n'est nulle autre que le géant commercial allemand

RWE/Thames. D'énormes amendes ont également été imposées aux entreprises parce qu'elles ont déversé, au fil des ans, des milliards de litres d'eaux usées non-traitées dans le port d'Hamilton.

Les succès que nous avons connus en Amérique du Nord ont permis de soutenir l'action des militants d'outre-mer et vice-versa. Puisque les entreprises qui essaient de privatiser les services d'eau canadiens sont des multinationales, la lutte contre ce désastre doit se faire à l'échelle planétaire. Si les manifestations de ce fléau sont locales ou régionales, son antidote réside dans la solidarité internationale.

Cette solidarité internationale est de plus en plus manifeste. À Cancun, nous avons participé au lancement de deux nouvelles initiatives qui incluent toutes deux le *Projet Planète bleue* du Conseil des Canadiens. La première, *Vigilance inter-américaine pour la protection et le droit d'accès à l'eau*, est connue en langue espagnole sous le nom de *Red VIDA*. Dans la Déclaration du Salvador, le document fondateur de l'initiative, le réseau affirme ce qui suit : « Nous, organisations et mouvements présents lors de la rencontre de San Salvador (21-22 août 2003), en provenance de l'Argentine, du Chili, de l'Uruguay, de la Bolivie, du Brésil, du Pérou, du Guatemala, du Salvador, du Honduras, du Nicaragua, du Costa Rica, de Panama, du Mexique, de la République dominicaine, du Canada

et des États-Unis, souhaitons faire connaître notre absolu désaccord avec la privatisation des ressources aquatiques et des services d'approvisionnement en eau de nos pays et de la région, et nous dénonçons le fait qu'un tel processus soit soutenu, financé et encouragé par les multinationales, les institutions financières internationales, les organismes multilatéraux de commerce et les gouvernements. » (Le document complet est disponible sur le site *Projet Planète bleue* : [www.blueplanetproject.net](http://www.blueplanetproject.net)).

La seconde initiative qui a vu le jour à Cancun est en fait un développement majeur qui fait suite à Kyoto. Lors d'une rencontre organisée par le Conseil à travers son *Projet Planète bleue*, 30 militants internationaux spécialisés dans la question de l'eau se sont rencontrés et ont avancé l'idée de tenir le Forum populaire sur l'eau, à Delhi, en Inde (12 au 14 janvier 2004), qui aura lieu tout juste avant le Forum social mondial à Mumbai, toujours en Inde.

Cet événement enthousiasmant nous fera faire un pas important vers la création d'un mouvement international de protection de l'eau pour les gens et pour la nature. Nous espérons pouvoir organiser un Forum populaire sur l'eau annuel, pour faire contrepoids au Forum mondial sur l'eau mis sur pied par les grandes entreprises de privatisation de l'eau. Notre forum nous permettra de réfléchir à des

solutions concrètes à la crise mondiale de l'eau qui impliqueront les communautés dans l'approvisionnement en eau pour empêcher la privatisation de ce bien commun essentiel.

Ces deux passionnantes initiatives marquent une étape importante dans la création de puissants réseaux régionaux et mondiaux de protection de l'eau. Notre force réside dans la solidarité, la seule arme qui nous permettra de réussir à fournir de l'eau à tout le monde!

**Anil Naidoo est responsable du Projet Planète bleue pour le Conseil des Canadiens.**

## Une semence, un virus et une souris

Nadège Adam

De prime abord, ces trois entités semblent avoir peu de choses en commun, mais elles se retrouvent au cœur d'un des débats les plus importants auxquels font face les Canadiens : Devrait-on permettre de breveter les formes de vie ?

Dans les salles d'audience et les institutions de réglementation partout sur le globe, une bataille capitale est engagée concernant le droit de revendiquer propriété sur les organismes vivants.

Une semence : La Cour Suprême du Canada a annoncé qu'elle réviserait la cause qui oppose Monsanto à Percy Schmeiser, cet agriculteur de la Saskatchewan reconnu coupable de viol de brevet parce que du canola transgénique breveté par le géant biochimique Monsanto poussait dans ses champs. En vérité, Schmeiser n'a pas été reconnu coupable d'avoir intentionnellement semé le canola transgénique appartenant à Monsanto. Le juge chargé de l'affaire a en fait maintenu que Monsanto n'a pas été en mesure de soutenir ses allégations de vol. Le juge a même souligné que la manière dont les semences se sont retrouvées dans les champs de Schmeiser n'avait aucune incidence sur sa décision. Néanmoins, sous l'actuelle *Loi sur les brevets*, la seule présence des semences transgéniques dans les champs de Schmeiser

constituait un viol du droit sur la propriété intellectuelle de Monsanto.

Un virus : quelques jours après avoir établi le génome du virus du SRAS, l'Agence du cancer de la Colombie-Britannique a déposé une demande de brevet sur la séquence d'ADN du SRAS pour obtenir tous les droits légaux sur les gènes du virus. La directrice du service d'oncologie de l'Agence, le Dr Susan O'Reilly, a affirmé en conférence de presse qu'il s'agissait d'une « action préventive » pour préserver la précieuse information de la communauté scientifique, craignant que d'autres demandeurs motivés par le seul désir de profit utilisent le brevet pour bloquer l'accès à cette importante information. Cependant, même la tentative de l'Agence de garder l'information dans le domaine public soulève des questions. Le Dr Marco Marra, qui dirige l'équipe canadienne de séquençage et le Centre des sciences du génome de l'agence, a dit qu'il ne voulait pas que son nom figure sur la demande de brevet. Il a ajouté qu'il planifiait refuser de toucher les revenus de licence de 50 pourcent que l'agence alloue habituellement aux inventeurs parce qu'il croit que les gènes ne sont pas de véritables inventions et ne devraient conséquemment pas faire l'objet de brevets.

Une souris : À la fin de l'année dernière, la Cour Suprême du Canada a renversé la décision de la Cour fédérale d'attribuer à l'Université de Harvard un brevet pour l'oncosouris, un rongeur

transgénique créé à des fins de recherches sur le cancer. La décision de la Cour Suprême stipulait que Harvard ne pouvait breveter une forme de vie animale puisque celle-ci ne faisait pas partie de la définition d'une « invention » tel que formulée dans la *Loi sur les brevets*.

L'avènement du génie génétique et d'autres percées scientifiques inattendues ont mis en relief les lacunes et la désuétude des lois canadiennes sur les brevets qui devront impérativement être actualisées pour refléter les nouvelles réalités.

Les brevets n'ont pas été conçus pour s'appliquer aux organismes vivants. À l'origine, l'intention qui les sous-tendait était de protéger les droits des inventeurs sur leurs créations. Et les organismes vivants ne sont pas des inventions. Les séquences d'ADN, même lorsqu'elles sont manipulées par le génie génétique, sont des découvertes. Penser le contraire reviendrait à croire que Christophe Colomb n'a pas découvert mais plutôt inventé l'Amérique.

Nos lois obsolètes dans ce domaine ont permis aux entreprises transnationales de revendiquer un accès illimité à la diversité génétique mondiale, qu'il s'agisse des gènes, des animaux, des plantes ou, dans le cas de la recherche sur les cellules souches, les composantes biologiques humaines. Ces entreprises revendiquent un droit de propriété sur notre patrimoine

génétique avec pour objectif d'en tirer un profit considérable.

Dans son dernier Discours du Trône, le Premier ministre Jean Chrétien a laissé entendre qu'il veillerait à la modernisation des lois canadiennes qui touchent les brevets. Allan Rock, le ministre de l'Industrie, a dit il y a quelques mois qu'il réviserait la *Loi sur les brevets* et se pencherait sur ces inquiétants enjeux. Rien n'a été fait jusqu'ici.

Le Canada doit agir sans plus tarder contre brevets sur les formes de vie. Nous devons revoir la *Loi sur les brevets* et la clarifier pour interdire quiconque de revendiquer un droit de propriété sur notre patrimoine génétique.

Les Canadiens doivent affirmer haut et fort que la vie n'est pas à vendre. Nous devons exiger du gouvernement fédéral qu'il agisse pour mettre un frein à ces pratiques.

Pour y arriver, Le Conseil des Canadiens vous invite à participer activement à sa campagne « La vie n'est pas à vendre » en vous servant de la fonction « Fax your MP » (« Envoyez une télécopie à votre député ») de notre site web. Restez à l'affût pour obtenir plus d'informations sur notre prochaine campagne d'éducation publique.

**Nadège Adam est responsable de la Campagne sur les manipulations génétique pour le Conseil des Canadiens.**

## **Les fermes-usines : l'odeur de la mondialisation**

*Cathy Holtslander*

Dans les communautés rurales du Canada, les fermes-usines incarnent l'image de la mondialisation... et son odeur ! Les familles d'agriculteurs perdent leurs élevages aux mains de grandes entreprises qui préconisent l'expansion des exploitations d'élevage intensif (EEI).

Les tenants des EEI soutiennent que « plus c'est gros, meilleur c'est », mais nous savons que derrière ce cliché leur seule ambition est d'avoir plus de poids auprès des fournisseurs, banques, des bureaucrates et commerce au détail. En éliminant les offices de commercialisation du porc, en offrant aux grandes entreprises des subventions, des réductions de taxes et des garanties sur les emprunts et les investissements et en ignorant l'opposition publique et les infractions à la réglementation sur les EEI, les gouvernements ont joué un rôle dans la dégénérescence de la situation.

La transformation du secteur de l'élevage a mené à la faillite des familles d'agriculteurs, causé des dommages à l'environnement (particulièrement en ce qui a trait à la qualité de l'air et de l'eau) et aux communautés rurales, transgressé les droits des travailleurs et le libre-choix des consommateurs et détérioré les conditions de vie des animaux.

Faut-il dès lors se surprendre de l'opposition croissante à l'installation de fermes-usines au Canada ? Comme ces EEI s'étendent dans diverses communautés, régions et provinces du pays, des citoyens s'organisent et luttent depuis plusieurs années contre l'exploitation de ces entreprises. En 2001, des syndicats de travailleurs, des groupes environnementaux, des sociétés de protection des animaux, des regroupements agricoles et des militants locaux ont tenu une conférence nationale à London, en Ontario, lors de laquelle un mouvement national a été lancé.

À la suite d'une deuxième conférence nationale tenue à Saskatoon en 2002, des militants canadiens et états-uniens de tous les secteurs concernés se sont rencontrés pour jeter les bases de la coalition « Au-delà de l'agriculture industrielle ». Notre vision : « l'exploitation d'élevage pour la santé et la justice sociale ». Notre mission : « faire la promotion de l'exploitation d'élevage qui respecte la souveraineté alimentaire, la santé écologique, humaine et animale, de même que la viabilité des communautés et le libre-choix pour les citoyens avertis. » Ces engagements reflètent notre volonté de mettre un frein aux dommages causés par les grandes entreprises et de réclamer un contrôle démocratique qui nous permettrait de reconstruire un système alimentaire qui serait à l'œuvre pour les intérêts de la population, des animaux et de la terre.

Au sein du comité central de la nouvelle coalition, des représentants du *Factory Farm Project* (« *Projet Fermes-usines* ») du *Global Resource Action Centre for the Environnement* (GRACE), de l'Association pour la préservation de la nappe phréatique de Bouctouche (Nouveau-Brunswick), de la Société de protection des animaux de Winnipeg, de Hogwatch, du Sierra Club, de l'Union paysanne et du Conseil des Canadiens.

Les groupes locaux, provinciaux et nationaux, préoccupés par l'agriculture industrielle et qui militent en faveur de l'environnement, de l'agriculture, du travail, du bien-être des animaux, de la santé, du développement écologique durable des communautés, du commerce équitable ou de la conscientisation de consommateur sont invités à rejoindre les rangs de la coalition. Les individus peuvent quant à eux s'inscrire à notre forum d'information et de discussion en se rendant à l'adresse <http://groups.yahoo.com/group/beyondfactory-farming> et en suivant les instructions.

La bataille contre l'agriculture agricole est intimement liée au mouvement d'opposition à la mondialisation économique. Notre vision et notre combat pour un monde meilleur nous permettront d'arriver à nos fins.

***Cathy Holtlander est responsable de la coalition Au-delà de l'agriculture industrielle pour Le Conseil des Canadiens. Pour la joindre : [choltlander@canadians.org](mailto:choltlander@canadians.org) ou 1 877 955-6454.***

## **Un don planifié : votre legs au Canada**

*Jamian Logue*

Depuis près de vingt ans, Le Conseil des Canadiens a mené et remporté d'importantes victoires dans son incessant engagement pour protéger ce qu'il y a de plus cher dans ce pays : nos programmes sociaux, l'environnement, la démocratie, la souveraineté et la culture.

Avec l'aide de membres passionnés et bienveillants d'un océan à l'autre, nous avons construit ce qui est devenu aujourd'hui la principale organisation canadienne de surveillance du Canada, engagée à tenir tout gouvernement responsable des besoins de la population plutôt que des demandes des grandes entreprises. Comme de plus en plus de gens sont bien informés et intéressés par les enjeux tels que le commerce équitable, l'eau propre, la santé publique et la nourriture saine, notre mouvement de citoyens continue de croître et gagne en puissance.

Certes, nous célébrons nos accomplissements collectifs, mais nous sommes très conscients du travail qui nous attend pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain. Comment Le Conseil des Canadiens peut-il rester fort et vibrant pour poursuivre son travail d'éducation, d'organisation et de mobilisation des prochaines générations ? Une réponse réside dans le don planifié.

Quelques faits sur les testaments et le don planifié :

Si vous n'avez pas de testament, vous devriez envisager d'en rédiger un. Un testament devrait toujours être rédigé ou révisé avec l'aide d'un conseiller financier qualifié ou d'un avocat (au Québec, vous devriez consulter un notaire).

Un testament vous permet de planifier la redistribution de vos biens après votre mort et vous assure que vos volontés seront respectées. Vous aurez l'esprit en paix, sachant que vos proches n'auront besoin de rien et que les causes qui vous sont chères n'auront pas été oubliées.

Le don planifié est tiré de vos biens et non de votre revenu actuel; vous le préparez maintenant mais il sera remis dans l'avenir.

Le don planifié peut prendre la forme d'un legs d'épargnes, de biens personnels, d'actions, d'immobilier, de police d'assurance-vie ou de rente viagère.

Un legs est un don planifié par l'intermédiaire de votre testament. Cela vous permet d'exercer votre philanthropie tout en rencontrant les besoins de financement du Conseil des Canadiens sans affecter votre situation financière actuelle.

Vous pouvez faire un legs en ajoutant une simple ligne à votre testament actuel. Vous pouvez décider de donner un montant spécifique ou une partie de ce que vous laisserez en héritage. Vous pouvez aussi

choisir de donner tout ou une partie de ce qui restera de l'héritage une fois que tout sera en règle.

Tous les dons planifiés comptent, aident et sont très appréciés.

***Jamian Logue est agent des cadeaux importants et des dons planifiés pour le Conseil des Canadiens. Pour le joindre : [jlogue@canadians.org](mailto:jlogue@canadians.org) ou 1 800 387-7177, poste 224.***

## **Des nouvelles des chapitres**

*Marilyn Box*

Intéressant, stimulant, varié, nécessite de la flexibilité. Tous ces mots résument bien le temps passé dans mon nouveau rôle de directrice de l'organisation. Cet été, j'ai eu l'occasion de faire connaissance, par l'entremise du téléphone et du courriel, avec plusieurs membres des chapitres.

Cela m'a plu énormément de rencontrer les membres lors de la réunion du Caucus des chapitres et de l'AGA. Le travail tout à la fois créatif et sérieux que les membres des chapitres abattent m'a impressionné.

Les enjeux qui touchent nos membres sont enthousiasmants. Il nous faut apprendre à célébrer nos succès et à les partager avec les autres. Nos efforts sont nécessaires et importants et ils ont un impact. Voilà pourquoi nous demandons des photos et des rapports des actions des chapitres, pour que nous puissions les mettre en valeur dans notre site web et dans les pages de *Perspectives canadiennes*.

Nous sommes emballés par l'immense participation aux événements entourant les discussions de l'OMC. Grâce à l'excellente suggestion de Wayne Macdonald, du chapitre de Fredericton, nous nous sommes branchés sur les stations de radio FM universitaires et communautaires à

travers tout le pays pour diffuser la présentation des participants à Cancun.

Pendant la semaine d'activités contre l'OMC, des marchés en plein air prônant le commerce équitable se sont tenus sur les deux côtes, un festival du commerce équitable a eu lieu à Calgary, Naomi Klein a donné un séminaire à Toronto, on a présenté un film suivi d'une discussion à St-Jean (Terre-Neuve), il y a eu une marche à Winnipeg, des gens ont formé un cercle autour de l'édifice de la SaskPower à Regina et bien d'autres activités ont été tenues. Nous avons été heureux d'apprendre qu'un grand nombre d'événements avaient été organisés en collaboration avec d'autres groupes et organisations.

Cet automne, nous lancerons une section réservée aux membres dans notre site web. Les chapitres pourront y déposer leurs rapports, avoir accès aux formulaires et aux gabarits du Conseil et se tenir informé des événements à venir. Pour accéder à cette section vous aurez tout simplement besoin d'un numéro de membre. Pour faire un essai du site, cliquez sur « Login » dans le coin supérieur droit du site du Conseil. Tapez ensuite « Temp » comme nom d'utilisateur et « Tryme » comme mot de passe. J'invite vos commentaires et suggestions. Après le 7 janvier, nous vous laisserons savoir comment accéder à cette nouveauté.

**In memoriam : Irene Norman**

Un membre du comité consultatif du Conseil des Canadiens et partisane de longue date est décédée le 9 juillet 2003. Irene est née à Hamilton, en Ontario, le 20 novembre 1909. Elle était diplômée du Victoria College de l'Université de Toronto. Avec son mari, l'Ambassadeur Herbert Norman, elle a vécu au Japon avant et après la Deuxième Guerre mondiale, avant de séjourner en Nouvelle-Zélande et en Égypte. Après la mort de son mari, elle est retournée à Ottawa où elle a travaillé comme diététicienne au Grace Hospital. Elle a par la suite connu une carrière fructueuse dans

l'immobilier. Depuis sa retraite, en 1982, elle était une bénévole active, offrant son expérience et sa perspicacité au Conseil des Canadiens et à d'autres groupes.

**Des nouveau-nés**

Le Conseil est heureux d'accueillir en ce monde les enfants de Tara Scurr (Organisatrice régionale de la Colombie-Britannique) et Andrew Kong, et de Victoria Gibb-Carsley (Directrice de l'organisation) et Stephen Jones.

*Marilyn Box est directrice de l'organisation pour le Conseil des Canadiens.*

## Carnet d'adresses

Le Conseil des Canadiens apprécie l'énergie et l'engagement indéfectible des militants de ses chapitres. Si vous souhaitez être mis en contact avec votre chapitre local du Conseil des Canadiens, téléphonez-nous au 1 800 387-7177.

### **Maritimes**

#### **Maritimes**

##### **Organisateur régional**

Cliff White  
208E-2099, rue Gottigen  
Halifax, (N.-É.)  
B3K 1P8

[cwhite@canadians.org](mailto:cwhite@canadians.org)

(902) 422-7811

#### **Maritimes**

##### **Organisateur regional adjoint**

Angela Giles

[Agiles@canadians.org](mailto:Agiles@canadians.org)

### **Nouvelle-Écosse**

#### **Vallée de l'Annapolis**

Michael Kustudic

(902) 542-3462

#### **Halifax**

Chris Maxwell

(902) 496-9209

#### **Pictou County**

Sharon White

(902) 351-2076

#### **South Shore**

Margery Dahn

(902) 634-3231

#### **Strait**

Brenda Cooper

(902) 625-2733

#### **Tatamagouche**

Pam Swainson

(902) 657-9251

#### **Truro**

Elizabeth Shein

(902) 897-0325

### **NOUVEAU-BRUNSWICK**

#### **Frédéricton**

Wayne Macdonald

(506) 325-2040

#### **Saint-Jean**

Leticia Adair

(506) 633-0398

#### **Tantramar**

Eileen Mantz

(506) 536-0273

### **ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD**

#### **Charlottetown**

Leo Broderick

(902) 894-4874

### **TERRE-NEUVE**

#### **St-John's**

Mike Manning

(709) 895-1265

### **Colombie-Britannique**

#### **Organisateur régional**

Claudia Medina-Culos

700-207, rue West Hastings

Vancouver, (C.-B.)

V6B 1H7

[cmedinaculos@canadians.org](mailto:cmedinaculos@canadians.org)

(604)688-8846

(888)566-3888

#### **Organisateur régional adjoint**

Ava Waxman

[awaxman@canadians.org](mailto:awaxman@canadians.org)

### **COLOMBIE-BRITANNIQUE**

#### **Bellacoola**

Wayne Padgett

(250) 982-2326

#### **Bulkley Valley**

Greg Tamblyn

(250) 847-6670

#### **Campbell River**

Peter Johnson

(250) 287-3543

#### **Comox Valley**

Gwyn Frayne

(250) 338-6265

#### **Coquitlam**

Anita Van Ginkel

(604) 939-4118

#### **Cowichan Valley**

Phil Marchant

(250) 746-1902

#### **Cranbrook**

Barbara O'Neil

(250) 489-4180

#### **Dawson Creek**

Marilyn Belak

(205) 782-3222

#### **Kamloops**

Anita Strong

(250) 375-2241

#### **Kelowna**

Karen Abramsen

(250) 769-1977

### **Maple Ridge**

Janet Amsden

(604) 467-3645

### **Mid-Island (Nanaimo)**

Fred Bevis

(604) 754-4367

### **Mission**

Patricia Cocksedge

(604) 826-5429

### **Nelson**

Diane Taylor

(250) 352-6597

### **New Westminster**

Peter Julian

(604) 521-2171

### **Pender Island**

Peter Carter

(250) 629-3811

### **Penticton**

Nancy Holmes

(250) 494-0439

### **Port Alberni**

Jack Thornburgh

(250) 724-3800

### **Powell River**

Barbara Lowe

(604) 485-4695

### **Quesnel**

Anne Laing

(250) 992-3624

### **Richmond**

Stan Robertshaw

(604) 278-2215

### **Salmon Arm**

David Hagel

(250) 832-0611

### **Squamish**

Lyle Fenton

(604) 898-5016

### **Sunshine Coast**

Ruth Houle

(604) 886-2603

### **Surrey-Langley-White**

#### **Rock**

Gerry Kilgannon

(604) 513-0112

### **Côte nord de Vancouver**

Cam Robinson

(604) 904-9971

### **Vancouver**

Murray Dobbin

(604) 739-8560

**Vernon**

Junior Kunze  
(250) 546-9463

**Victoria**

Freda Knott  
(604) 642-5120

**West Kootenay**

Ann Godderis  
(250) 365-5077

**YUKON****Whitehorse**

David Webber  
(867) 633-2323

**Ontario****Organisateur régional**

Eduardo Sousa  
30, rue Duncan, suite 200  
Toronto, (Ontario)  
M5V 2C3  
esousa@canadians.org  
(416) 979-5554

**Organisateur régional adjoint**

Sharon Ho  
sho@canadians.org

**ONTARIO****Brant-Haldimand-Norfolk**

Norm Walpole  
(519) 443-5810

**Brockville**

Bobbi Jordan  
(613) 342-5086

**Cambridge**

Laurie Soper  
(519) 620-9046

**Chatham-Kent**

Carmen McCauley  
(519) 354-4585

**Grey-Bruce**

Barbara Power  
(519) 376-5202

**Guelph**

Griff et Vi Morgan  
(519) 824-5586

**Hamilton**

Tim Simmons  
(905) 544-6152

**Kingston**

Karl Flecker  
(613) 549-1843

**London**

John Pope  
(519) 672-6675

**Niagara Region**

Frank Fohr  
(905) 356-6079

**Northumberland**

Elma Parker  
(905) 372-9143

**Ottawa**

David Creighton  
(613) 728-5716

**Peel Region**

Rosemary Keenan  
(905) 457-9513

**Peterborough-Kawarthas**

Roy Brady  
(705) 745-2446

**Thunder Bay**

Wayne Fletcher  
(807) 768-0199

**Toronto**

Paul Rook  
(416) 292-9919

**Windsor**

Doug Hayes  
(519) 735-8319

**QUÉBEC****Montréal**

Kitt Bond  
(514) 807-8647

**Cantons de l'est**

André Nault  
(819) 564-3175

**Prairies****Organisateur régional**

Loretta Gerlach  
209-1808, rue Smith  
Régina (Saskatchewan)  
S4P 2N4  
lgerlach@canadians.org  
(306) 546-3002  
(866) 223-1333

**Organisateur régional adjoint**

Dagan Harding  
[dharding@canadians.org](mailto:dharding@canadians.org)

**ALBERTA****Calgary**

Joan ou Mel Teghtmeyer  
(403) 295-8123

**Red Deer**

Don Hepburn  
(403) 342-2245

**Rimbey**

Judy Lamb  
(403) 843-4729

**Wolf Creek (Lacombe)**

Dorothy Broadbent  
(403) 783-5927

**Wolf Creek (Ponoka)**

Jennifer Simpson

(403) 783-6664

**MANITOBA****Winnipeg**

Lise Smith  
(204) 254-9176

**SASKATCHEWAN****Moose Jaw**

Gerhard Scholten  
(306) 693-0479

**Prince Albert**

Sandy Sherwin-Sheilds  
(306) 747-3767

**Régina**

Julie Arie  
(306) 359-0598

**Saskatoon**

Don Kossick  
(306) 665-6185

**Swift Current**

Keith Sabine  
(306) 553-2250